

Monsieur Pascal Tillard
Secrétaire de la Section Locale CGT-INRA du
centre de Montpellier
Membre du Secrétariat National de la CGT-
INRA
Administrateur CGT de l'INRA élu du
personnel

Section CGT-INRA
2, place Viala
34060 Montpellier Cedex 1
cgt@supagro.inra.fr

N/Réf. : 120315-73.JB/JCP/JPD/PM

Monsieur,

Nous avons bien reçu par courriel copie de votre lettre ouverte aux candidats à la charge de Président de la République ainsi qu'aux candidats aux élections législatives de 2012 et aux partis politiques pour défendre et reconquérir les services publics en général, et celui de la recherche agronomique en particulier.

Votre courrier a retenu toute notre attention d'autant plus que la recherche est un des principaux vecteurs d'une relance de notre économie - qui en a bien besoin - et que notre département rural est directement concerné par la présence de sites de recherches de l'INRA. Nous en connaissons toute la valeur stratégique pour le développement de nos territoires.

Votre syndicat présente dans ce document un certain nombre de résolutions indispensables pour « reconstruire un grand service public de recherche agronomique ».

Nous partageons très largement vos propositions en soulignant le besoin de « reconstruire ».

Ce sera la tâche, nous l'espérons, d'un nouveau président et d'une nouvelle majorité parlementaire de gauche, puisqu'il est impensable que la droite au pouvoir depuis dix ans, par on ne sait quel remord, fasse demain le contraire de ce qu'elle a fait hier et reconstruise ce qu'elle a détruit.

Vous n'ignorez pas le traitement qui a été réservé à l'ensemble des services publics et à la quasi-totalité des fonctionnaires et agents des services publics, particulièrement ces cinq dernières années sous le mandat de M. Nicolas SARKOZY. Le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite sous prétexte d'économie budgétaire a coïncidé avec la distribution de cadeaux fiscaux aux plus fortunés, cadeaux qui ont aggravé les déficits publics et la dette de l'Etat. Cette politique d'appauvrissement de l'Etat au détriment de la majorité des Français nous n'avons cessé de la combattre au sein du groupe socialiste de l'Assemblée Nationale auquel nous appartenons.

.../...

Nous appelons aujourd'hui à une évaluation du bilan du président SARKOZY et de la majorité parlementaire UMP qui a soutenu son gouvernement.

Le président de la République sortant, candidat à sa réélection, parle de tout – du halal à l'Europe bouc émissaire - sauf de son bilan. Sa volonté de faire diversion s'explique : il laisse notre pays est dans un état économique, social, moral, particulièrement dégradé par sa politique injuste, incohérente, inefficace.

Vous devez savoir que si le président sortant est réélu, il sera d'autant plus conforté dans sa volonté d'aller plus loin encore dans sa politique de démantèlement des services publics comme de tous les acquis de la République sociale.

Nous espérons que les Français jugeront ses nouvelles promesses de 2012 en se souvenant de celles qu'il avait faites en 2007 et qu'il n'a pas tenues, mais aussi des décisions non annoncées et qu'il a prises en chemin, sous prétexte de la crise. Au lendemain des dépenses du « bouclier fiscal » en faveur de quelques uns, il y a eu l'accumulation des taxes pour le plus grand nombre.

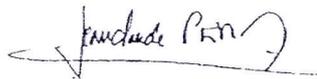
Notre pays, la très grande majorité des Français ont besoin, à tous points de vue, d'une alternance politique pour retrouver espoir et, mettre un terme à une dérive libérale destructrice des biens collectifs, dont les services publics.

Pour reconstruire le service public de la recherche, comme pour reconstruire l'ensemble des services publics, nous soutenons le candidat de notre parti, François HOLLANDE. Nous espérons que vous jugerez ses propositions à leur juste valeur.

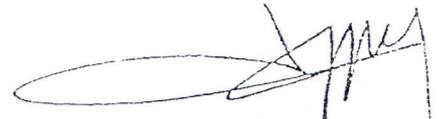
Restant à votre disposition, nous vous prions de croire, Monsieur, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.



Jacques BASCOU
Député de l'Aude



Jean-Claude PEREZ
Député de l'Aude



Jean-Paul DUPRE
Député de l'Aude